



De l'urgence d'améliorer le pouvoir d'achat des agents publics !

Une délégation de l'UNSA Fonction Publique a rencontré Olivier Dussopt, Secrétaire d'État auprès du ministre chargé de l'Action et des Comptes publics, mercredi 23 janvier en fin de journée. Celui-ci a détaillé son agenda social 2019.

Il prévoit au premier semestre :

Le suivi de l'accord égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'ouverture du dossier de la protection sociale complémentaire.

Des réunions sur l'attractivité de la Fonction Publique et sur le recrutement.

Un nouveau chantier sur la santé au travail et la médecine de prévention.

L'UNSA Fonction Publique a rappelé ses revendications prioritaires et continues sur le pouvoir d'achat et son exigence de mesures concrètes pour améliorer les rémunérations des agents publics.

- > Pendant la période du grand débat national, l'UNSA Fonction Publique a demandé au gouvernement de reporter son projet de loi sur la Fonction Publique et de suspendre la réforme de l'organisation de l'État dans les territoires.**
- > Elle souhaite que le gouvernement clarifie l'articulation du contenu et du calendrier du projet de loi avec la synthèse du grand débat national tout en menant un dialogue social indispensable avec les organisations syndicales.**
- > L'UNSA Fonction publique a réaffirmé son attachement aux CHSCT, aux CAP et à leur rôle essentiel pour la défense des carrières et conditions de travail des agents publics.**
- > Concernant l'agenda social proposé, l'UNSA Fonction publique a porté des demandes et d'autres sujets qu'elle souhaitait voir traités :**

La mise en œuvre exhaustive du protocole égalité professionnelle entre les femmes et les hommes avec des mesures immédiates sur la suppression du jour de carence pour les femmes enceintes.

L'ouverture d'une négociation sur la qualité de vie au travail incluant le droit à déconnexion dans la Fonction Publique. L'UNSA propose que ce nouveau droit soit transposé rapidement dans le projet de loi Fonction publique.

La compensation pérenne de la hausse de la CSG au-delà de 2019.

L'UNSA Fonction publique a interrogé le gouvernement sur la parution des textes actualisant les frais de mission (hébergement et indemnités kilométriques), tout en exigeant la poursuite de ce chantier notamment sur les frais de restauration.

Dans un contexte social tendu, l'UNSA appelle le gouvernement à agir rapidement en faveur du pouvoir d'achat et des conditions d'emploi des agents publics.

Bagnolet le 24 janvier 2019 Luc Farré.

Secrétaire général de l'UNSA Fonction Publique.

Philippe CAPON, secrétaire général UNSA FASMI.